

Mais une autre dimension apparaît avec la prise en compte des rapports économiques entre communautés organisées par le capitalisme. Historiquement, les premières pratiques identifiables comme formant "rapport capitaliste" ont d'ailleurs largement débordé les frontières des Etats féodaux ou tributaires. Mais l'Etat Nation moderne conçu comme communauté d'individus liés par un contrat social s'est développé avec la généralisation des pratiques marchandes. C'est dans ce cadre que s'est codifié, institutionnalisé, le rapport salarial, à l'ombre de la souveraineté de l'Etat cimenté par l'histoire des luttes civiles et étrangères. C'est au niveau de l'Etat-Nation que se règlent les contradictions sociales, et donc que s'est affirmée peu à peu la cohérence de véritables régimes d'accumulation, l'unification de l'un et la densification des autres se nourrissant mutuellement.

La "création du marché intérieur" par le développement des rapports capitalistes n'a jamais entraîné la disparition des échanges internationaux : selon l'évolution des régimes d'accumulation ils se sont restreints ou étendus en importance. Il est donc utile, pour l'analyse d'un régime d'accumulation national, d'isoler une "section exportatrice" (BERTRAND [1978]) dont les revenus nourrissent le financement d'achat à l'extérieur de biens d'usage "section I" ou "section II". On peut même, sous un certain angle, parler de "régimes d'accumulation mondiaux".

Voilà donc les bases de notre "moule social". Reste que les régimes d'accumulation ne se matérialisent pas d'eux-mêmes, avec la force des Idées platoniciennes chues du ciel des schémas de reproduction. On peut toujours inventer des schémas de reproduction. Le problème est de savoir quelles forces coercitives, quelle formes institutionnelles, assureront la cohérence des stratégies et des anticipations des agents de l'économie marchande capitaliste, pour les faire converger vers la réalisation du schéma de reproduction.

Nous voici ramenés au problème de la régulation. Nous appellerons donc *mode de régulation* l'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux, des normes explicites ou implicites, assurant la compatibilité des comportements dans le cadre d'un régime d'accumulation, conformément à l'état des rapports sociaux, et par delà leurs caractères conflictuels.

Dans le mode de production capitaliste, les formes de régulation doivent à tout le moins porter sur :

- la régulation du rapport salarial (fixation des normes de temps, d'intensité du travail, de la valeur de la force de travail, de la norme de consommation des salariés, reproduction de la hiérarchie des qualifications, de la segmentation du marché du travail, etc...) ;
- la régulation de la réallocation du capital-monnaie libéré par la validation des marchandises, dans telle ou telle branche et selon tel ou tel degré d'intensification de la composition organique ;
- la reproduction et la gestion de la monnaie, son émission, sa circulation, ses formes d'engagement productif, etc... ;
- les formes, du juridique à l'économique, des interventions de l'Etat.

L'extrême variété de ces formes ouvre un champ d'investigation immense à "l'Ecole de la Régulation". Il s'est néanmoins avéré d'une grande utilité heuristique de polariser deux modes de régulation caractérisés par des formes institutionnelles contrastées, selon que l'aléatoire validation sociale des marchandises et des forces de travail offertes était simplement constatée *ex-post*, ou que la haute probabilité de sa réalisation était intégrée *ex-ante* dans le comportement des agents. Dans le premier cas, les valeurs en procès franchissent une à une les "sauts-périlleux" de la métamorphose en monnaie, ou sont éliminées. Dans le second cas au contraire les valeurs en procès intègrent à la fois leur propre croissance et la transformation des normes sociales de production et d'échange pour orienter leurs métamorphoses.

Dans le premier cas on parlera de *régulation concurrentielle*, dans le second cas de *régulation monopoliste*. A un extrême, la force de travail se vendra au jour le jour, à un prix dépendant des tensions sur le marché, ou ne trouvera pas à se reproduire. A l'autre extrême, non seulement un revenu minimal sera garanti au salarié du fait de sa seule existence, mais il se louera à un entrepreneur particulier sur contrat pluri-annuel, intégrant les modifications escomptées de l'environnement économique. Dans le premier cas, les valeurs en procès offertes sous forme de marchandises

sur le marché périront ou obtiendront leur droit à la métamorphose en argent selon l'état d'une division du travail s'imposant au producteur. Dans l'autre, des groupes financiers modèleront l'évolution même des normes de production, finançant le développement de nouveaux produits et procès avec les amortissements dûments contrôlés d'anciennes branches dont ils organiseront l'obsolescence. Dans la régulation concurrentielle, il faudra avoir déjà de la monnaie marchandise porteuse de valeur pour l'échanger contre des marchandises. A l'autre extrême, il suffira d'être reconnu capable de mener à bon port une valeur en procès pour se voir proposer les signes monétaires permettant ses premières métamorphoses.

Cette polarisation stylisée ne doit pas conduire à un nouveau dogmatisme, à une nouvelle scolastique, à chercher à décliner toutes les formes partielles à partir du caractère du mode de régulation d'ensemble, ni même à une combinatoire formelle d'éléments "concurrentiels du point de vue de ceci, monopolistes du point de vue de cela". Beaucoup plus utile sera d'étudier comment la "trouvaille" ou le montage historique de formes institutionnelles se trouveront concourir avec un bonheur particulier à la régulation d'un régime d'accumulation, alors que la persistance de formes anciennes avaient conduit jusqu'à une grande crise le régime d'accumulation précédent. On constatera alors des décalages temporels parfois très importants dans la mise en place des formes de régulation qui ultérieurement s'avèreront "faire système", entre elles et avec le régime d'accumulation. On constatera l'extrême variété, d'un pays à l'autre, des formes institutionnelles ou des réseaux assumant la même "fonction" au sein d'un mode de régulation. On constatera enfin que la dominance (l'hégémonie) d'un mode de régulation n'exclut pas la survivance (et la "fonctionnalité") de formes dominées sur certains marchés particuliers.

II - D'UNE GRANDE CRISE A L'AUTRE.

Les études concrètes à l'appui desquelles se sont formés les concepts de "l'Ecole de la Régulation" ont porté d'abord sur les USA (AGLIETTA [1976]) et la France (CEPREMAP [1977]).

1°) Une fresque très schématisée.

Nous nous appuyons ici par exemple sur le cas français. Le capitalisme semble s'y consolider définitivement à la suite de la "dernière crise d'Ancien Régime" (c'est-à-dire à origine agricole) de 1845-48. Jusqu'en 1914 prédomine ensuite (inégalement selon les sous-périodes) l'accumulation extensive, avec un élargissement progressif du secteur capitaliste fondé sur la grande industrie dans la filière métallique (de la sidérurgie aux chemins de fer) et des formes assez simples de coopération dans le textile et bâtiment. A l'intérieur du secteur capitaliste proprement dit (l'agriculture étant dominée par la petite production marchande), on n'observe pas de grand changement de la composition organique et de la productivité. Celle-ci croît sur la période au rythme moyen de 2 %, la croissance du pouvoir d'achat ouvrier étant de l'ordre de 1,5 %. La régulation s'opère à travers le classique "cycle des affaires". Prix et pouvoir d'achat croissent dans les "boom" ; le "krach" s'accompagne d'une baisse générale des prix et des salaires qui n'annule pas entièrement la hausse du pouvoir d'achat ouvrier.

Les formes institutionnelles de cette régulation concurrentielle sont, pour schématiser :

- un ajustement du salaire sur le coût de la vie par une vente au jour-le-jour de la force de travail, selon l'état des tensions sur le marché du travail, avec une structure des qualifications relativement stable ;
- des entreprises qui restent principalement engagées dans une seule branche et ajustent leur prix en fonction de la demande, les transferts de capital de branche à branche s'opérant principalement par le marché boursier ;
- une monnaie fondée en dernier ressort sur la marchandise-or, avec un empilement de crédits soumis à des vagues spéculatives ;
- un Etat "extérieur" au mouvement économique, n'intervenant que pour faire respecter la législation de la propriété capitaliste.

A la fin du XIXe siècle, l'accumulation extensive se heurte à des limites, d'une part quant à ses débouchés (recherchés dans un commerce extérieur "protégé" par les rapports impérialistes), d'autre part quant à sa productivité. C'est la stagnation des années 90, grande crise de l'accumulation extensive.

En France, comme aux USA quoique plus tardivement, un mouvement extrêmement complexe se dessine alors chez les ingénieurs et les entrepreneurs pour retrouver des gains de productivité par un approfondissement du rapport de soumission réelle capitaliste, une expropriation du savoir-faire de l'ouvrier professionnel, par les méthodes de "l'Organisation Scientifique du Travail", une déqualification du geste ouvrier d'exécution. Ce mouvement triomphera à la faveur de la guerre de 1914-1918 : c'est le "*taylorisme*", qui se développe rapidement lui-même en "*fordisme*", c'est-à-dire, *pour ce qui concerne le procès de travail*, une incorporation du savoir-faire, ainsi exproprié, dans le système automatique des machines (7).

Dans les années 1920, le développement du taylorisme et des embryons de fordisme provoque la première grande vague d'accumulation intensive. La productivité croît au taux de 6 % l'an. Mais le pouvoir d'achat continue sur sa médiocre lancée. Ce ciseau, hautement favorable au taux de profit, via la hausse du taux de plus value que ne compense nullement la faible croissance de la composition du capital, provoque une crise de surproduction elle-même sans précédent : la crise des années 1930. Il s'agit là plus que du "point bas" d'un cycle. L'accumulation intensive ne peut plus se satisfaire de la régulation concurrentielle. On peut donc caractériser cette grande crise des années 30 à la fois comme la *première crise de l'accumulation intensive* et comme la *dernière crise de la régulation concurrentielle*. Les appels d'un Henry Ford I, d'un J.M. Keynes à compenser la hausse de la productivité par un accroissement du pouvoir d'achat des salariés se heurtent aux objectifs à courte vue de rétablissement du taux de profit "ex ante" par une baisse de la masse salariale (BOYER [1982]).

Après la Reconstruction de 1945-1953 (par nature à dominante extensive), la France va connaître une nouvelle poussée intensive qui va cette fois durer vingt ans (1954-1974), pendant lesquels la productivité va tripler, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais cette fois la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque exactement la hausse de la productivité. Cette hausse de la productivité concernant à peu près également les deux sections, la composition organique du capital restera à peu près inchangée, et le taux d'exploitation également.

Nous nuancerons ces résultats plus loin. Mais pour le moment, ils nous permettent une stylisation de "l'Age d'Or".

2°) Un régime "idéal" d'accumulation intensive sous régulation monopoliste.

Dans ce modèle "d'Age d'Or" :

- * Le taux de croissance de la composition technique globale (c'est-à-dire approximativement, du capital fixe par tête) et de la productivité de la section 1 sont les mêmes. Cette "contre-tendance" à la hausse de la composition technique inhibe la tendance à la hausse de la composition-valeur du capital.
- * Le taux de croissance de la consommation salariée, et de la productivité dans la section 2, sont les mêmes. La "contre-tendance" à la baisse du taux de profit qu'aurait constituée la hausse du taux d'exploitation est certes inhibée, mais est inhibée du même coup la tendance à la crise de sous-consommation. Et, comme la composition organique du capital ne varie pas, le taux de profit général reste stable.

Ces deux conditions furent approximativement respectées en France de la Reconstruction à la Crise. Or rien n'assurait a priori qu'il en soit ainsi.

La première condition s'est trouvée vérifiée de façon quasi-miraculeuse (et de fait les données statistiques montrent qu'elle est de moins en moins vérifiée dès les années 60 dans les principaux pays industrialisés). En revanche, la seconde condition fut assurée plus ou moins explicitement par une politique de régulation du rapport salarial : la production de masse s'est accompagnée d'une consommation de masse, réalisant ainsi le plein développement du "fordisme". Cette régulation partielle s'insérait dans un ensemble de formes institutionnelles qui constituent une variante de la régulation monopoliste.

Schématiquement, le mode de régulation qui s'est consolidé après 1945 combine les formes institutionnelles suivantes :

- Un rapport salarial caractérisé par la contractualisation à moyen terme des salaires directs, l'extension du salaire indirect à travers des paiements de transferts, et des procédures légales d'indexation des hausses du

salaire nominal sur celles des prix, et même, plus ou moins explicitement après 1968, sur celles de la productivité (BOYER [1978]).

- Une centralisation du capital en groupes industriels et financiers capables de fixer leur prix d'offre par une procédure de "mark-up" de plus en plus rigide par rapport aux fluctuations conjoncturelles (BOYER et MISTRAL [1978]).
- L'extension de la monnaie de crédit, émise par le système bancaire en fonction des quantités de monnaies requises par les lois d'évolution du système des salaires et des prix nominaux ("connexions externes") évoquées ci-dessus (LIPIETZ [1983a]).
- Un renforcement considérable du rôle de l'Etat, non pas tant (contrairement aux pronostics de J.M. Keynes) à travers les dépenses gouvernementales directes, qu'à travers la gestion du rapport salarial et de la monnaie (de BRUNHOFF [1976]) : ce que DELORME et ANDRE [1982] ont appelé "l'Etat inséré" (8).

C'est le fonctionnement de ce mode de régulation, superposé à la généralisation du fordisme dans le procès de travail, qui a permis le respect a priori des deux règles du "schéma de l'Age d'Or" de l'accumulation intensive.

Encore une fois, les deux règles sont assez dissemblables. La seconde, la stabilité du taux d'exploitation, semble se vérifier *ex post* sur une assez longue période (MAZIER et al. [1982]). Cependant, au profil assez tourmenté qui traduisait, tout le long du XIXe siècle et jusqu'à 1939, des ajustements *ex post* scandés par les booms et les crises, a succédé un ajustement régulier, et surtout *anticipé* par les firmes, de la hausse du pouvoir d'achat.

La seconde règle, la compensation de la hausse de la composition technique par la dévalorisation du capital constant, semble au contraire échapper à tout contrôle a priori. Toutefois, encore fallait-il que la dévalorisation du capital constant ne dissuade pas les firmes capitalistes de bouleverser leur propre processus de travail. Les nouvelles lois monopolistes de formation des prix nominaux par mark-up sur le coût du capital compté nominale-ment comme *non dévalorisé* sont venues lever cet obstacle : la dévalorisation

générale du capital constant s'est diluée dans une baisse générale de la quantité de valeur représentée par la monnaie, sans que les firmes les plus dynamiques soient pénalisées.

En effet, en régulation concurrentielle, la baisse de la valeur du capital fixe se répercuterait dans la baisse du prix des marchandises, donc dans la baisse du cash-flow incorporant les amortissements. En régulation monopoliste, cette répercussion n'a pas lieu. Les cash-flow nominaux représentent cependant une valeur moindre, d'où une inflation latente, qui ne se transforme pas en inflation ouverte, tant que les rapports de valeur sous-jacents permettent aux entreprises de renouveler leurs équipements (croissants en volume mais décroissants en valeur) avec les cash-flow dégagés par l'imposition d'un taux de marge compatible avec le taux de profit réel.

Tant que durèrent les conditions de l'Age d'Or du fordisme, le taux de profit nominal, tel qu'il résulte de la comptabilité d'entreprise par la comparaison des éléments du cash-flow et de l'actif, évolua parallèlement à la rentabilité économique réelle, calculée à partir d'une évaluation statistique des immobilisations, de la durée de vie des équipements, de la productivité du capital fixe, du partage de la valeur ajoutée, des prix relatifs, etc.

Malheureusement pour le capital, les rapports de valeurs n'en commencèrent pas moins à se modifier dans un sens défavorable à la rentabilité. C'est ce que nous allons examiner de plus près.

3°) La crise du fordisme.

Dans le développement de la crise actuelle, il convient de distinguer trois séries de phénomènes et d'enchaînements différents :

- ceux qui relèvent de la crise générale du fordisme, et qui se retrouvent plus ou moins dans tous les pays ayant adopté ce mode de développement ;
- les enchaînements amplificateurs dûs à l'interconnection des différentes formations socio-économiques ;
- les phénomènes spécifiques à chacune des formations sociales concernées.

Nous n'évoquerons évidemment pas ici ces spécificités nationales, bien que leur étude soit actuellement un des champs de développement les plus fertiles des recherches plus ou moins inspirées par l'Ecole de la Régulation. La distinction entre les deux premiers types d'enchaînements doit en revanche être bien claire, et ses implications politiques sont évidentes. Si l'on s'en tient aux seconds, la Crise apparaît comme une crise de la seule régulation monopoliste *nationale* devenue contradictoire avec l'internationalisation de la production : une sortie de la crise par une "relance concertée" est envisageable. Si l'on prend en compte les premiers, la Crise touche en outre aux racines du régime d'accumulation intensive fondé sur les principes taylorien d'organisation du travail et le développement fordien de la consommation de masse. En fait, les différents travaux mettent plus ou moins l'accent sur les uns ou les autres, selon les préoccupations des chercheurs. Nous tâcherons de présenter ici une synthèse.

Le symptôme le plus clair de la crise du régime d'accumulation est le ralentissement général des gains de productivité, qui intervient vers la fin des années 60, et touche y compris les branches les plus typiquement fordistes, comme l'automobile (BOYER [1979]). Mais comment ce ralentissement engendre-t-il une crise ?

Une première voie consiste à souligner la contradiction entre ce ralentissement et le maintien des tendances à la hausse du pouvoir d'achat. La crise naîtrait d'un "étranglement des profits" ("profit squeeze") dû à la hausse du coût salarial par unité produite. Cependant, les statistiques ne semblent pas confirmer ce diagnostic pour l'ensemble des pays industrialisés au début des années 70. En outre, si telle était l'origine de la Crise, un simple ralentissement des hausses de salaire (direct ou indirect) aurait suffi à l'enrayer.

Plus convaincante est la prise en compte de l'autre composante de la profitabilité du capital : ces gains de productivité déclinant ont exigé, dès le milieu des années 60, une hausse *en valeur* du capital par tête, ou, en termes marxistes, de la composition organique du capital (LIPIETZ [1982]). Les procédures de "mark-up" propre à la régulation monopoliste ont d'abord

compensé cette baisse de la rentabilité "instantanée" du capital par une hausse nominale des profits, mais celle-ci s'est répercutée en hausse de la part des amortissements dans la marge brute d'autofinancement. D'où une tendance à l'endettement croissant des entreprises, et une hausse des frais financiers qui, s'ajoutant à la hausse des amortissements et à la hausse du prix relatif des investissements, a débouché sur une crise latente de la capacité d'investir (LIPIETZ [1983]).

Que l'on mette l'accent sur le "profit squeeze" ou la hausse de la composition organique du capital, la crise actuelle de l'accumulation intensive apparaît comme une crise de la *rentabilité*, au contraire de celle de 1930, qui était une crise de *surproduction*. Les formes institutionnelles de la régulation monopoliste inhibent en effet la "spirale dépressive" : le gonflement du salaire indirect enrayer la baisse du pouvoir d'achat global (malgré la croissance du nombre des chômeurs), la solidité de la monnaie de crédit permet la survie de valeurs en procès (donc d'entreprises) qui auraient été réduites à la faillite dans le cadre d'un système bancaire contraint par une base-or. La crise assumera donc la forme d'une *stagnation* (et non d'un effondrement de la production) coexistant avec une *inflation* (et non un écroulement des prix).

Reste à comprendre deux choses. En amont : pourquoi la baisse de la productivité ? En aval : pourquoi l'amplification de la crise, avec de véritables dépressions de plus en plus brutales ?

C'est en amont que les analyses que nous venons d'évoquer se distinguent le plus nettement de la théorie des "longues vagues d'innovations". Il est en effet bien difficile d'identifier un ralentissement de l'innovation technologique dans le courant des années 60. A contrario, rien de fondamentalement nouveau (sauf la télévision) ne fondait la croissance d'Après-Guerre, et l'informatique transistorisée est déjà considérablement développée au début des années 70. En revanche, les succès puis les échecs des principes tayloriens puis fordien d'organisation du travail sont manifestes (CORIAT [1979]). La modération de la hausse du capital fixe par tête peut être aisément rapportée à la généralisation du travail en équipe, expédient qui se heurte à des limites sociales et tout simplement... matérielles assez

évidentes. Le ralentissement des gains de productivité peut-être clairement rapproché des problèmes "techniques" de l'Organisation Scientifique du Travail (équilibre des postes de travail, manque de flexibilité, etc...), et surtout de ses limites sociales qui deviennent explosives à la fin des années 60 (insubordination de "l'ouvrier-masse", grèves-thrombose, absentéisme, coulage, etc...). La contradiction dépossession-implication du producteur direct devient irrégulable.

En aval, la baisse de la rentabilité du capital aurait pu se traduire par une lente inflexion de la croissance : et si on met à part le choc pétrolier de 1973, c'est à peu près le cas jusqu'en 1979. Reste que la relance mondiale de 1975 ne débouche aucunement sur une reprise de la croissance aux taux antérieurs, et que cette stagnation, que nous avons rapportée à la rentabilité, se manifeste tout de même comme une crise latente de sous-consommation, des capacités inemployées coesistant avec du chômage et des besoins insatisfaits.

C'est ici qu'il faut prendre en compte d'une part la réaction des patronats et des gouvernements à la crise du fordisme (les "politiques d'austérité"), et d'autre part l'internationalisation.

Face à la baisse de leur rentabilité, à laquelle s'ajoute en 1974 la "ponction" de la rente pétrolière, la première tentation est en effet de *réduire la consommation des salariés*, ce qui déclenche effectivement les symptômes d'une crise de sous-consommation qui, régulation monopoliste oblige, ne se propagent heureusement pas à la vitesse des années 1930-1932 : un "filet de sécurité" enrayer la spirale dépressive. Pourtant, l'internationalisation de la production interdit une franche reprise "keynésienne", par la consommation. C'est ce que nous allons examiner.

4°) L'amplificateur "austérité-internationalisation".

Avec l'internationalisation, le coût salarial par unité produite acquiert une "troisième dimension". La régulation monopoliste arbitrait entre son aspect "coût pour l'entrepreneur" et son aspect "déterminant du volume de la demande finale". L'existence de conventions collectives et d'une législation sociale inhibait, *au sein* de chaque formation sociale,

la concurrence entre les entreprises "à coup de bas coûts salariaux". Quant à la concurrence internationale, elle jouait en fait, dans les années 50-70, un rôle assez mineur. Comme le fordisme était fondé sur le développement du marché *intérieur*, la part des exportations manufacturées de la plupart des pays industrialisés (y compris le Japon) atteint en fait vers 1965 un minimum historique. Cet "évanouissement" de l'importance des débouchés extérieurs est encore plus spectaculaires quand on prend en compte les seuls échanges entre blocs continentaux : USA-Canada, CEE (JEANNENEY [1983]).

Certes, rien n'obligeait les différents pays d'un même bloc continental à accroître de concert le pouvoir d'achat de leur salariés : il y avait en fait une régulation *implicite* par l'existence d'un commun accord sur le modèle de développement, accord corrigé à la marge par les politiques de refroidissement et les dévaluations. Typique est la déclaration liminaire du Traité de Rome instituant la C.E.E. :

"La Communauté, disait ce traité, a pour mission, par l'établissement d'un Marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des Etats membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les pays qu'elle réunit". On ne saurait être plus rigoureux. Une zone de libre-échange interne, cuirassée par un tarif extérieur commun et une règle de préférence communautaire, n'est collectivement intéressante que si les politiques économiques de tous les pays convergent, et convergent vers l'expansion, par un relèvement accéléré des niveaux de vie de leurs producteurs-consommateurs.

Naturellement, la CEE ne s'est pas développée dans un strict parallélisme des gains de productivité et de pouvoir d'achat, comme une famille de régimes d'accumulation jumeaux. La réalité fut une "configuration de croissance" (AGLIETTA et BRENDER [1982]) avec des cercles vertueux dans le développement non harmonieux des sections productives des différents pays, le "Nord" (en particulier la RFA) se "spécialisant" dans la production des biens de production, et le "Sud" (la France et l'Italie) dans la production des biens de consommation, les dévaluations du Sud lui permettant de continuer à exporter pour payer ses investissements malgré un taux de croissance plus élevé qu'au Nord.

Cependant, la tendance à l'austérité salariale, qui dérivait elle-même de la dégradation de la rentabilité, s'ajoutant à la nécessité de rétablir la balance commerciale, aggravée par la ponction de la rente pétrolière, brise ces cercles vertueux internationaux. Le coût salarial par unité produite devient le paramètre fondamental (9) de la *compétitivité internationale* d'un régime d'accumulation national. Tout pays cherchant à sauvegarder sa croissance fordiste voit sa balance commerciale doublement attaquée : du côté des prix (hors dévaluation) et du côté des volumes (par le "décalage conjoncturel").

La domination progressive des politiques d'austérité équivaut à la pire forme de protectionnisme : la concurrence à coups de bas coûts salariaux, soit par une baisse des revenus réels, soit par une hausse accélérée de la productivité. L'idée est séduisante : ce que l'on perdrait sur le marché intérieur (par compression de la demande), on le regagnerait sur le marché mondial (par conquête de parts de marché). Mais quand tous les pays en font autant, cette forme de "régulation concurrentielle internationale" ne peut déboucher que sur une stagnation, voire une récession générale. L'économétrie semble indiquer que, du point de vue de l'emploi, cette politique est même rarement efficace dans un pays "plus austère" que les autres (BOYER, PETIT [1984]).

5°) Une configuration de transition : gestion social-démocrate de la crise et fordisme périphérique (1975-1979).

La mécanique dépressive que nous venons d'évoquer ne produit pas immédiatement tous ses effets. Des gouvernements sociaux-démocrates, fidèles au keynésianisme et confiant dans la reprise automatique de la croissance fordiste, dominèrent tout d'abord le monde capitaliste industriel. La croissance se poursuivit à crédit, à des taux qui auraient paru tout à fait satisfaisants avant 1914. Locomotive principale de cette survie du fordisme, les U.S.A. de J. Carter alimentèrent le monde de monnaie de crédit à validité universellement admise, au prix d'une émission discrétionnaire. Dans le domaine intérieur, malgré ou plutôt grâce à une absence remarquable de gains de productivité, ils parvinrent encore à créer des millions d'emplois (essentiellement tertiaires). L'Europe Occidentale et surtout le Japon

fournissaient des machines et des biens d'équipements, non seulement aux USA, mais aux pays de l'OPEP, aux pays de l'Est, et surtout au pays du Sud qui adoptaient à leur tour une variante du modèle fordiste.

Ce "*fordisme périphérique*" était fondé sur l'adoption du modèle d'industrialisation fordiste du point de vue du procès de production immédiat, mais seulement très partiellement (et à la limite pas du tout) du point de vue de la régulation du rapport salarial (LIPIETZ [1981]). On avait donc schématiquement la configuration suivante :

- * Les pays de l'OCDE, et surtout les USA, poursuivaient, avec de faibles gains de productivité, avec des investissements ralentis, une croissance tirée par une consommation ralentie mais non décroissante.
- * Ces pays payaient à crédit leurs importations, et de ce fait permettaient la prolifération d'une monnaie de crédit internationale (les xéno-dollars) basée sur la monnaie de crédit nationale américaine.
- * Ces liquidités, prêtées par les banques des pays excédentaires (OPEP et Japon) à certains pays du Sud (les "Newly Industrializing Countries", NICs) leur permettaient d'acheter à crédit des machines dans l'OCDE.
- * Les NICs espéraient rembourser ces emprunts en vendant leurs produits manufacturés aux pays de l'OCDE et de l'OPEP, ce qui était "jouable" pour deux raisons :
 - les gains de productivités pour ces pays "neufs" étaient très rapides (alors qu'ils avaient considérablement ralenti au Nord), et leurs coûts salariaux horaires étaient de 5 à 10 fois plus bas,
 - le marché mondial restait en expansion du fait de la "gestion sociale-démocrate de la crise".

Dans cette configuration transitoire mais combien fragile, les "NICs" purent atteindre des taux de croissance de l'ordre de 10 % l'an, ce qui n'est pas mal pour une "grande crise" !

6°) Une catastrophe inutile : le choc monétariste (1980-1983).

Les défauts de ce régime étaient évidents :

- * Si le "filet de sécurité" de la régulation monopoliste au Nord empêchait la dépression, il entravait aussi le redéploiement vers de nouvelles normes de production et de consommation, par la rigidité qu'il conférait à la main d'oeuvre et à l'allocation du capital entre les branches.
- * La monnaie de crédit internationale était, comme toute monnaie de crédit, fondée sur le pari que le régime d'accumulation allait se remettre en place, que le pays émettant cette monnaie (les USA) pourrait inconditionnellement offrir la contrepartie en marchandises compétitives des signes monétaires émis. Vers la fin des années 70, il est clair que ni l'un ni l'autre n'est vrai. La croissance reste médiocre, les gains de productivité continuent leur ralentissement et le capital par tête son accélération, la monnaie américaine est de plus en plus contestée et voit fondre son pouvoir d'achat international.

L'accession à l'hégémonie de coalitions monétaristes, en Angleterre avec la victoire des conservateurs, aux USA avec l'arrivée de Volker à la tête du FED puis de Reagan à la présidence, reflète ce constat d'impuissance. Par la seule force du vide, se sont réimposées les idées du libéralisme : le simple jeu des forces du marché sélectionnera les entreprises mettant en oeuvre des procédés d'avenir, éliminera les scories du passé, reconstituera la compatibilité des comportements.

Coupant dans les dépenses de l'Etat-Providence, et bloquant la "pseudo-validation" des valeurs en procès fondées sur le régime d'accumulation fordiste (en coupant l'émission de monnaie de crédit), ces deux coalitions effacent en quelques mois la croissance des cinq années précédentes dans leur propre pays. Ce faisant, ils déclenchent une réaction en chaîne assez complexe (AGLIETTA et BRENDER [1982], LIPIETZ [1983d]). Non seulement, par le mécanisme "austérité-internationalisation", ils condamnent tous les autres pays à abandonner la gestion sociale-démocrate de la crise (y compris la France de F. Mitterrand : LIPIETZ [1984]), mais encore, ce faisant, ils assèchent, en faisant disparaître les excédents de l'OPEP, la création de monnaie de crédit internationale. Crédit devenu rare et cher, contraction accélérée de la demande mondiale : le fordisme périphérique se trouve dans l'incapacité de rembourser ses dettes.

En Août 1982, le Mexique se déclare en cessation de paiement, donnant ainsi le signal d'une insolvabilité généralisée. On est au bord du krach financier mondial. L'administration Reagan rejette alors le monétarisme, ordonne au système bancaire mondial d'accepter un réechelonnement général de la dette du Tiers Monde, et se rallie brutalement dans le domaine intérieur au vieux keynésianisme, dans un style quasiment kennedyste. "Tax-cuts" et croissance des dépenses militaires provoquent un déficit gigantesque du Budget, financé à guichet ouvert par la Banque Fédérale. Un "boom" très largement tiré par la consommation des ménages (notamment la construction de logements) rétablit en un an (l'année 1983) l'industrie américaine au niveau de 1979. Le déficit extérieur considérable qui en résulte interrompt la récession dans les pays de l'OCDE, avec une reprise tirée par l'exportation au Japon, tirée par la consommation et le logement en Allemagne.

Mais l'émission de crédit reste limitée aux besoins de l'administration américaine. La reprise est insuffisante pour reconstituer les excédents de l'OPEP. Les NPI, ruinés (sauf ceux de la sphère japonaise), ne remboursant pas leur dette, les mécanismes multiplicateurs de création de xénodollars restent enrayés. Le dollar reste rare et cher à l'extérieur des USA. Le choc monétariste est loin d'être épongé.

Quant à ses effets positifs, même aux USA, ils restent douteux. La reprise n'est pas fondée sur un nouveau modèle de développement : c'est le retour aux années 70. Certes, l'inflation est considérablement ralentie, par la baisse intérieure du prix des importations, et par les gains de productivité de courte période dûs à la réactivation de capacités inemployées. Mais la surévaluation du dollar, fondée sur la puissance américaine, comme à la fin des années 60, peut connaître, comme en 1971, un nouvel effondrement. Et la contraction des industries traditionnelles comme l'automobile, si elle a permis une forte rationalisation, n'annonce pas de manière évidente la possibilité d'une nouvelle croissance fondée sur les nouvelles technologies. C'est ce point que allons examiner pour finir, de manière nécessairement abstraite.

III - UNE ISSUE TECHNOLOGIQUE A LA CRISE ? (10).

La foi en l'existence d'un nouveau modèle de développement potentiellement contenu dans la révolution technologique est on ne peut mieux résumée dans un livre qui fit grande impression avant la victoire de la gauche en France : *La crise du XXe siècle*. Utilisant, parfois abusivement, les travaux des théoriciens de l'accumulation intensive, Jean Hervé LORENZI et ses collaborateurs [1980] résumaient la crise à ceci que la productivité est trop faible, le capital fixe trop lourd, le secteur tertiaire improductif hypertrophié. Or l'électronique permettrait :

- d'augmenter la productivité (y compris, massivement, celle du tertiaire), donc de diminuer les coûts tout en augmentant le pouvoir d'achat,
- d'abaisser le coût du capital fixe, donc de relever les taux d'autofinancement,
- de créer de nouveaux besoins, de nouvelles marchandises.

On aurait donc devant nous un nouveau modèle assez semblable au régime d'accumulation antérieur, axé sur la production-consommation de masse, *mais* avec de nouveaux produits et procédés, et une nouvelle branche centrale, l'électronique - bureaucratique - télématique - automatique. La crise ne serait qu'une crise de mutation d'un modèle à l'autre.

C'est cet optimisme un peu simpliste (et il est vrai simplifié) que nous entendons ici mettre en cause. Le désaccord porte sur la liaison automatique, linéaire, qui nous est proposée entre la découverte d'une technologie, et la formation d'un modèle de développement.

Entre la technologie et le modèle de développement, il y a une série de maillons, les rapports sociaux. De la technologie à la mise en oeuvre technique : *les rapports de production immédiats* (qui décide, comment s'organise le collectif de travail ?), de la production à l'économie : *les rapports socio-économique d'ensemble* (y aura-t-il assez de consommateurs, d'investisseurs ? pour produire quoi ? pour assurer quelle forme de plein emploi ?). Autrement dit, reste à inventer un nouveau régime d'accumulation, et un nouveau mode de régulation, en particulier du rapport salarial (ou d'autres rapports de production, pourquoi pas ?).

Et quand bien même on aurait conçu un nouveau modèle de développement, comment passe-t-on de l'ancien qui se meurt au nouveau qui parvient si difficilement à naître ? Comment maîtriser, financièrement et surtout humainement, les restructurations ?

Et d'ailleurs, quels sont les sujets d'une telle transformation ? Le culte de l'Entreprise étant au plus haut, celui de l'autogestion et des formes d'activité alternatives au salariat au plus bas, il est probable que les rapports sociaux resteront essentiellement des *rapports salariaux renouvelés*. Mais rien ne prouve que l'Etat, ni le couple entreprises - salariés, régulé par le marché, soient à même d'assumer entièrement les changements, et il n'est même pas sûr que cela soit souhaitable (11). Là encore, il faudra innover.

Nous ne pouvons pas évoquer ici les deux dernières séries de question ni la question des rapports entre formations socio-économiques différentes, Nord-Nord, Nord-Sud, etc... (12). Nous nous en tiendrons aux problèmes posés par le "futur modèle de développement capitaliste informatisé".

1°) De nouvelles relations du travail.

Partons de l'électronique, technologie plus avancée et répandue que le génie biologique ou le nucléaire. Passons sur son application au tertiaire (bureaucratique, enseignement, santé). Et venons en au coeur du problème : l'application de l'informatique à l'industrie, la "productique".

Qu'apporte l'informatique ? Pas tellement de gains de productivité par seconde de temps-machine utilisée. Mais essentiellement deux choses : la possibilité d'utiliser à *plein temps* les machines d'un atelier, et de rendre cet atelier *flexible*. (CORIAT [1983]). Un atelier fordiste, fondé sur la double spécialisation des machines et des hommes, utilise très mal leur temps : attentes entre deux opérations, stocks intermédiaires qui s'empilent, impossibilité d'équilibrer les postes de travail... La gestion automatique d'atelier permet un bond en avant de la fluidité du processus productif : chaque pièce arrive à sa place au moment où il le faut, et les actes élémentaires s'enchaînent au plus juste. Tel est le grand gisement de productivité ou plutôt de rentabilité qu'apporte ici l'informatique.

Il est coûteux en investissements initiaux : réseaux de chariots filoguidés, ordinateurs centraux et périphériques, etc... Mais ils sont utilisés à plein régime.

Mais ce n'est pas tout. L'électronique rend surtout *flexibles* les systèmes de machines. Il y a longtemps que le principe automatique est entré dans l'usine, que les hommes ont fabriqué des machines singeant toutes seules leur propres gestes, comme les chaînes-transfert de l'usinage automobile, ou les ateliers de presses. Mais ces énormes installations ne savaient faire qu'une série de gestes, pour sortir toujours le même produit. Le robot, lui, peut s'adapter, changer d'outils, passer d'une tâche à une autre, moyennant une rapide reprogrammation. L'atelier robotisé peut donc s'adapter à une demande fluctuante, sautant de petites séries en petites séries.

Première remarque : installer l'électronique dans l'usine demande une formidable mobilisation et une recomposition de *tous* les savoir-faire, y compris ces milliers de gestes spontanés par lesquels l'ouvrier le plus taylorisé ajuste d'instinct et d'expérience les instructions du Bureau des Méthodes, comblant les "blancs" de l'organisation scientifique du travail, mais surtout évidemment le savoir industriel accumulé par les ouvriers professionnels et les techniciens. *Pas d'introduction de la productique sans nouvelle systématisation du savoir-faire*, même en achetant des usines clés en main, à l'étranger. Fabriquer, mettre au travail les robots, exige avant tout la mobilisation des producteurs, dans la continuité de leur expérience.

Seconde remarque : même lorsque l'atelier robotisé est installé, même lorsqu'il utilise une technologie sans équivalent humain préalable (comme la découpe au laser), l'intervention du travailleur collectif qualifié est indispensable, même s'il n'a plus en théorie un geste à faire. C'est ce que montre l'exemple de la pétrochimie, industrie de "process" qui représente la limite idéale d'un atelier de fabrication ou de montage entièrement automatisé, et où "l'instinct" ouvrier reste indispensable à la bonne marche de l'ensemble, en contradiction le plus souvent avec les ins-

tructions des ingénieurs. Ce savoir-faire requis n'est pas nécessairement intellectualisé : c'est un *savoir pratique*.

En fait, la production assistée par ordinateur (tout comme la bureautique) peut évoluer dans deux directions : la reconstitution de la discipline fordiste avec des O.S. bouchant les trous dans une chaîne de robots, ou au contraire le développement d'équipes polyvalentes qualifiées surveillant l'ensemble du processus.

Tel est l'enjeu d'une immense lutte sociale qu'annonce l'invasion des robots. L'intérêt des travailleurs est clairement la seconde voie. Celui du patronat (ou de la technostructure) est ambiguë. La seconde voie est la seule qui lui ouvre ce que *l'Usine nouvelle* (Juillet 1983) appelle "*la mine de productivité ouvrière*".

Mais cette logique néo-sociale-démocrate s'oppose totalement aux traditions patronales, à la culture de la maîtrise, aux relations sociales du travail, aux dispositifs techniques hérités du fordisme, surtout en France où une organisation du travail fondée sur le racisme et la parcellisation se révèle contradictoire avec la productivité et la qualité. Les gisements de productivité potentiels ne peuvent être libérés que par une *négociation d'ensemble* du partage des gains, une refonte des classifications, l'abolition d'une hiérarchie despotique, l'invention d'un "profil de carrière" pour l'ouvrier qui s'enrichit lui-même de savoir en même temps qu'il enrichit sa firme. C'est de la "technologie sociale", cela n'a pas grand chose à voir avec l'informatique proprement dite.

Reste à trouver le pendant, du côté de la demande sociale, de ces gains de productivité. Ce qui nous amène au problème de la régulation d'ensemble : la productique implique-t-elle une production et une consommation de masse, assurant le plein-emploi ?

2°) Une nouvelle répartition des gains de productivité.

Aujourd'hui, dans une Europe en crise, prospèrent des firmes comme Volvo ou Mercedes, et plus généralement les fabricants et vendeurs de produits de luxe. Il y a une demande pour le "haut de gamme", les "petites séries" n'implique plus du tout "artisanat". La productique, à cause même

de sa flexibilité, se satisfait justement d'une succession de petites séries suivant la mode de la clientèle. Contrairement au vieux fordisme, elle n'exige plus le développement de la production de masse, et donc d'une consommation de masse. Comme le remarque Benjamin Coriat, elle permet de concevoir "*des entreprises prospères dans un monde stagnant*". L'exemple du Japon, qui inonde le monde de petites voitures, n'infirme pas ce constat : car le capitalisme japonais cherche ses clients au dehors de sa propre économie, il parasite une demande mondiale suscitée autrement que par les salaires qu'il verse. Le modèle de développement japonais n'est donc pas généralisable : il faut qu'il n'y ait qu'un seul Japon. Tâchons plutôt de raisonner sur un ensemble cohérent (la France, l'Europe, l'Amérique du Nord) et d'imaginer un régime d'accumulation complet, embauchant, investissant, produisant pour lui-même.

Si le nouveau modèle de développement que permet la productique n'exige pas la hausse du pouvoir d'achat de ses travailleurs pour écouler ses produits, les luttes sociales pourraient sans doute l'imposer. Reste donc la question : la révolution technologique peut-elle "payer" ce que le fordisme ne peut plus payer, et ce faisant permet-elle d'élargir le pouvoir d'achat au point de justifier des embauches ? Question extrêmement complexe.

D'abord, la productique, pour suivre cet exemple, "paie-t-elle", c'est-à-dire : accélère-t-elle les gains de productivité ? Visiblement elle ne l'a pas fait jusqu'ici (puisque les gains de productivité ne sont nulle part repartis dans le monde... sauf par rationalisation et fermeture de vieilles installations, comme en Angleterre). Mais c'est peut-être qu'elle n'est pas encore assez répandue. La productivité *directe* du travail robotisé s'accroît manifestement (d'où les suppressions d'emplois dans l'automobile, qui demande moins de travail pour autant de voitures). Mais le coût total (coût du robot + coût du travailleur) baisse-t-il ? Ce n'est pas si évident, car les entreprises qui robotisent le font souvent pour "rester dans la course", se débarrasser d'ouvriers remuants (comme chez Fiat), etc... La robotisation obéit autant à une logique de lutte sociale dans l'entreprise qu'à de strictes questions de rentabilité.

Mais admettons que la productivité *totale* (le volume de marchandises rapporté au travail incorporé dans le robot, plus le travail direct) s'accroisse : c'est tout de même certain en moyenne et à terme, même si on ne sait pas à quel rythme. Cela implique que la productique supprime au total des emplois pour une même quantité de produits finis. Dire que "*le progrès technique ne supprime pas d'emplois parce qu'il faut des hommes pour construire les machines*" est un sophisme : si, pour un même résultat, il fallait le même travail total, pour produire les robots ou pour produire sans robots, on ne robotiserait pas. Le progrès technique permet la création d'emplois *si la demande de produits augmente, ou si diminue la durée du travail* : toute l'histoire du capitalisme sur longue période est une combinaison de ces deux mouvements.

Il est vrai (et cela nous renvoie à de célèbres polémiques entre les marxistes du début de ce siècle) qu'est concevable un schéma de reproduction fondé sur la pure accumulation de biens de production, sans élargissement de la consommation finale par tête. De fait, de tels régimes ne sont pas stables, sauf dans le cas d'un capitalisme d'Etat tel que la Russie stalinienne. Laissons de côté ce cas d'école, ni souhaitable ni probable.

Dans un capitalisme à dominante libérale, l'investissement n'est engagé qu'en vue d'une production future, appelée par une demande finale, et c'est celle-là qui justifie les investissements. La productique permet-elle une hausse de la demande par une hausse des salaires, qui justifie des investissements ultra modernes et la création de nouveaux emplois ? Autrement dit, permet-elle de reconstituer le cercle vertueux fordiste, par un "partage des fruits de la croissance" ? Il ne suffit pas pour cela qu'elle engendre des gains de productivité. Il faut que ces gains soient au moins supérieurs à la hausse des coûts de la robotisation, de façon à ce que la production élargie de chaque salarié puisse payer et les investissements en productique, et la hausse de son pouvoir d'achat. Si le coût de la productique par producteur croît trop vite, les gains de productivité serviront à payer l'investissement, il faudra que la part du profit (des entreprises privées ou d'Etat, cela ne change rien) s'accroisse par rapport aux salaires, donc le pouvoir d'achat augmentera moins vite que la productivité, ce qui supprimera des emplois.

Il est donc tout à fait possible que la "révolution technologique" en cours laisse les pays capitalistes exactement dans la situation de crise du fordisme, avec de faibles gains de pouvoir d'achat et une croissance du chômage, *même dans une économie fermée et "découplée" du cercle vicieux internationalisation-austérité*. Il est donc décisif de savoir si les coûts en investissements par tête de la "révolution technologique" croissent plus vite ou plus lentement que la productivité qu'elle engendre.

Et bien *on n'en sait strictement rien*. Inutile d'évoquer l'effondrement constant du prix des puces et des ordinateurs : l'électronique ne compte que pour 15 % dans le prix d'un robot, il n'y a pas que des robots dans les ateliers automatiques, toute l'industrie ne sera pas automatisée, et l'économie ne se réduit pas à l'industrie manufacturière. Les statistiques *globales* actuellement disponibles indiquent au contraire qu'à l'heure actuelle il faut de plus en plus d'investissements par tête, et que ces investissements n'engendrent pas les gains de productivité correspondant, même si la situation se dégrade moins vite que dans les années 70.

La hausse massive du pouvoir d'achat général n'est donc probablement pas le moyen d'absorber les gains de productivité qu'engendre la révolution technologique. Le risque est très grand de voir une majorité, au revenu stagnant ou en faible hausse, coexister avec une minorité aisée, jouissant des gadgétiques bienfaits de la révolution technologique, et une autre minorité croissante réduite au chômage, faute que la croissance de l'investissement suffise à créer des emplois nouveaux. Selon toute probabilité, il ne sera pas possible d'éponger les gains de productivité de la révolution technologique en augmentant significativement le pouvoir d'achat moyen de chaque salaire (même en vase clos !), s'il faut financer et la modernisation, et la création de nouveaux emplois. Comme la révolution technologique engendre quand même des gains de productivité, ces gains devront donc être éponnés par la réduction massive de la durée du travail.

EN GUISE DE CONCLUSION.

On pourrait continuer la série des interrogations sur "l'issue technologique à la crise" (quels besoins nouveaux satisfaire ? Quelles techniques adopter dans la gamme offerte par le savoir scientifique ? Quel système de relations internationales ? etc...). Mais les exemples donnés suffisent à établir que si une issue à la crise existe, elle mobilise beaucoup plus la capacité d'innover en matière de rapports sociaux et de modes de régulation de ces rapports, qu'en matière strictement technologique (que ce soit du côté des "produits" ou du côté des "procédés").

Il ne s'agit pas de "tordre le bâton dans l'autre sens", et de faire maintenant abstraction de la chronique des innovations technico-scientifiques, en tenant pour négligeables les découvertes du principe de Carnot et de la machine à vapeur, de l'électro-magnétisme et du moteur électrique, des moteurs à combustion interne, de l'effet photo-électrique et de l'énergie nucléaire, etc... Nous avons simplement voulu souligner :

- * Que l'histoire des hommes, même réduite à l'histoire économique, est une histoire *sociale*, dont le moteur réside tout autant dans les luttes pour le contrôle du procès de production et de reproduction sociale, et même dans l'évolution des habitudes et des conventions, que dans un développement linéaire ou en "grappes" des forces productives.
- * Que les phases de croissance relativement stables sanctionnent la stabilisation d'un régime d'accumulation, accepté comme modèle de développement, corseté par des formes institutionnelles résultant en mode de régulation.
- * Que les crises majeures surgissent d'un dérèglement des rapports sociaux soit au sein même du procès de production immédiat, soit au niveau du mode de régulation, soit au deux niveaux à la fois, soit encore dans la contradiction entre le régime d'accumulation et le mode de régulation.
- * Qu'à l'intérieur de la même grande crise peuvent se succéder plusieurs phases, et que la remise en cause irréfléchie d'un mode de régulation au nom d'une foi infondée dans les vertus du libéralisme peut avoir des conséquences catastrophiques.
- * Que, même si les connaissances technologiques actuelles ouvrent la porte à une sortie de la crise, c'est au mouvement social d'en trouver la clé.

NOTES

- 1) Les textes "fondateurs" sont la thèse de M. AGLIETTA [1974] et le travail du CEPREMAP [1977], d'où sont issus les livres d'AGLIETTA [1976], BOYER et MISTRAL [1978], LIPIETZ [1979, 1983a].
- 2) Citons ceux de J. MISTRAL et A. LIPIETZ au CEPREMAP, ceux menés autour de M. AGLIETTA et A. BRENDER au CEPII.
- 3) Le texte de cette première partie ne prétend aucunement réaliser un consensus au sein de "l'Ecole de la Régulation", bien qu'il ait été écrit pour celà ! On y reconnaîtra au passage la dette et les divergences vis-à-vis du "structuralo-marxisme" de la période antérieure (Althusser, Balibar, Bettelheim, etc...).
- 4) On trouvera une analyse plus exhaustive des dangers de ces conceptions, dans le domaine des relations "impérialistes", dans LIPIETZ [1983b].
- 5) Sur ces points (valeur, prix, monnaie) controversés chez les tenants de la "régulation", qui ne sont pas (ou plus) tous marxistes, voir LIPIETZ [1983a et c] et AGLIETTA et ORLEAN [1982].
- 6) On trouvera quelques remarques sur les particularités de la régulation en capitalisme d'Etat dans LEBORGNE et LIPIETZ [1983], et surtout chez CHAVANCE [1980].
- 7) Sur le processus d'émergence du taylorisme puis du fordisme, voir CORIAT [1979], BOYER [1983], LINHART [1983].
- 8) C'est à ce propos que ces auteurs ont introduit et développé la notion de "compromis institutionnalisé".
- 9) Fondamental mais non exclusif. La "qualité" de l'insertion internationale doit être également prise en compte : c'est l'axe de nombreux travaux du CEPII et du CEPREMAP.
- 10) Dans cette partie nous reprenons quelques unes des conclusions de LIPIETZ [1984].
- 11) Voir BOYER et MISTRAL [1984], LIPIETZ [1984].
- 12) En l'absence de "conventions collectives" internationales, des formes de contrôle direct des flux commerciaux s'imposeront irrésistiblement entre les zones pratiquant le codéveloppement.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. [1974] : *Accumulation et régulation du capitalisme en longue période*, Thèse Paris I.
- AGLIETTA M. [1976] : *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris. Traduction anglaise 1979, NLB.
- AGLIETTA M., BRENDER A. [1982] : *La configuration mondiale des années quatre-vingt : les risques d'une déflation généralisée*, C.E.P.I.I.
- AGLIETTA M., BRENDER A. [1984] : *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA M., ORLEAN A. [1982] : *La violence de la monnaie*, PUF, Paris.
- BERTRAND H. [1978] : "La croissance française analysée en sections productives", *Statistiques et Etudes Financières*, Série Orange, n°35, Paris.
- BOYER R. [1978] : "Les salaires en longue période", *Economie et Statistiques*, n°105, Septembre.
- BOYER R. [1979] : "Déterminants et évolution probable de la productivité et de l'emploi : un essai de synthèse de travaux récents", *CEPREMAP* n°7922.
- BOYER R. [1982] : "Origine, originalité et enjeux de la crise actuelle en France : une comparaison avec les années trente", in *La crise économique et sa gestion*, Boréal Express, Montréal.
- BOYER R. [1984] : "L'introduction du taylorisme en France à la lumière de recherches récentes", *Travail et Emploi* n°18, Oct-Déc.
- BOYER R., et MISTRAL J. [1978] : *Accumulation, inflation et crise*, P.U.F., Paris, 2è édition 1983.
- BOYER R., et MISTRAL J. [1984] : "Entre l'Etat et le Marché : conjuguer l'économie et le social", *Esprit* n°1, Janvier.
- BOYER R., PETIT P. [1984] : "Politique industrielle et impact sur l'emploi : les pays européens face à la contrainte extérieure", *Revue d'Economie Industrielle* n°27, Janv-Fév.
- de BRUNHOFF S. [1976] : *Etat et Capital*, F. Maspéro, Paris.
- C.E.P.R.E.M.A.P. [1977] : *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport au CORDES par Benassy J.P., Boyer R, Gelpi R.M., Lipietz A., Mistral J., Munoz J., Ominami C., Paris, mimeo.
- CHAVANCE B. [1983] : *Le capital socialiste*, Sycomore, Paris.
- CORIAT B. [1979] : *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois.
- CORIAT B. [1983] : *La robotique*, F. Maspéro-La Découverte, Paris.
- DELORME R., ANDRE Ch. [1983] : *L'Etat et l'Economie*, Seuil, Paris.
- JEANNENEY J.M. [1983] : "Relations historiques entre l'intensité des commerces extérieurs et la croissance des produits nationaux", *Observations et Diagnostics Economiques* n°3, Février.
- LEBORGNE D., LIPIETZ A. [1983] : "Est, Ouest : deux modes de régulation du capitalisme", *Reflets et perspectives de la vie économique* n°4, Bruxelles.
- LINHART R. [1983] : "Le Taylorisme entre les deux guerres : quelques problèmes", *Travail et Emploi* n°18, Oct-Déc.
- LIPIETZ A. [1979] : *Crise et inflation : pourquoi ?* F. Maspéro, Paris.
- LIPIETZ A. [1981] : "Vers une mondialisation du fordisme"? En danois : A. Wangel ed. *Sociologi-Internationale Arbejdsstudier* n°1, Copenhague, 1983.
- LIPIETZ A. [1982] : "Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit", *Revue Economique* n°2, Mars.

- LIPIETZ A. [1983A] : *L'envol inflationniste*, F. Maspéro-La Découverte, Paris.
Traduction anglaise : Verso (en cours).
- LIPIETZ A. [1983B] : "La nouvelle division internationale du travail : proportions théoriques", D. Cameron et F. Houle ed., *Le Canada et la Nouvelle Division Internationale du travail*, Ed. Univ. Ottawa. En anglais dans *Capital and Class* (à paraître).
- LIPIETZ A. [1983C] : "Le débat sur la valeur : bilan partiel et perspectives partiales", CEPREMAP n°8306, à paraître dans *Colloque Marx*, Ed. de l'E.H.E.S.S.
- LIPIETZ A. [1983D] : "Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central", *Amérique Latine* n°16, déc.
- LIPIETZ A. [1984] : *L'audace ou l'enlisement*, La Découverte, Paris.
- LORENZI J.H., PASTRE O., TOLEDANO J. [1980] : *La crise du XXI^e siècle*, Economica, Paris.
- MAZIER J., PICAUD Y., PODEVIN Y., BERTRAND H. [1982] : "Les deux crises des années 1930 et des années 1970", *Revue Economique* n°2, Mars.